L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR D'ETAT ET DE LA VILLE.

"Il faut une OPINION aux communes."

MERCREDI MATIN, 4 MARS 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 4 mars.

Nous appelons l'attention du public sur la vente d'une habitation située dans la paroisse Jefferson et de cent beaux esclaves, tous dans la fleur de l'âge cette vente doit avoir lieu aujourd'hui à midi à la Bourse de Hewlett. *Ces propriétés* dépendent de la succession de feu Louis d'Aquin.

Des bruits désapprouvés de fondement et de sens sont mis en circulation par les oisifs de notre ville, nous engageons le public à ne point accueillir les on-dit; *les choses en sont au* point qu'il faut vérifier les faits par soi-même avant d'ajouter foi aux versions des uns et des autres. Nous ne pouvons tarder de recevoir des nouvelles positives, le *Mercure* et la *Zilia* ont du quitter le Hâvre du 20 au 25 de janvier dernier, et ces batimens sont attendus tous les jours ici ; la malle du nord a manqué hier, donc rien de nouveau n'a été reçu.

Nous annonçons avec *plaisir* que le bill qui *incorpore* la compagnie de desséchement des marais de la Nouvelle-Orléans, passé ces jours derniers au Sénat, a été adopté par la Chambre des représentans dans sa séance d'hier. Nous avons donc la certitude de voir les plaines marécageuses de la Nouvelle-Orléans, si meurtrières à certaines époques pour les étrangers, si dangereuses, même pour les natifs, se métamorphoser dans peu d'années, en fertiles campagnes, en villages peuplés, en promenades, et assurer *plus de longévité* à ceux qui viendront y chercher un asyle.

MAISONS DE JEU.

La liste suivante des personnes qui ont obtenu des licences pour tenir des maisons de jeu, avec la date des époques où ces licences doivent expirer, a été présentée au sénat par le juge Moore.

S. Dupuy, 3 mai 1835.
F. Prado, 4 octobre.
M. Palao, 4 do.
A. Hébrard, 20 do.
H. Grandpré, 21 do.
Duval & Pradat, 27 do.
P. Blanchard, 1er. nov.
P. Chameau, 7 do.
P. Manuel, 7 do.
Jacques Giraudeau, 25 do.
Henry Grandpré, 27 do.
P. Blanchard, 29 do.
A. Hébrard, 1er. déc.
F. Tuéard, 3 do.
J. H. Caldwell, 16 do.
John Davis, 23 *fév* 1836.

Une nouvelle loi pour supprimer les maisons de jeu sera aujourd'hui présentée au sénat. Les dispositions de cette loi sont que toutes personnes, principales et accessoires, tenant maison de jeu, ou jeu de banque, seront condamnées pour la première *fois* à une amende de tant, pour la seconde de tant, et en outre condamnées à être renfermées au pénitentiaire pour un espace de temps qui ne sera pas moindre d'un an, et qui n'excédera pas années.

Cette loi établit que le propriétaire de la maison dans la quelle sont tenus des jeux de banque est un complice, coupable aux yeux de la loi, autant que les personnes qui font jouer ou qui jouent.

Elle donne à tout officier public et à tout simple individu le pouvoir et le privilège de *pénétrer* dans tout appartement où il sait ou croit que l'on joue, de saisir et arrêter les personnes présentes, les ustenciles, argent et tout l'attirail qui s'y trouve—et produire le tout pardevant un juge de paix qui confinera les délinquens pour passer en *jugement devant une cour* de justice. Les capteurs sont déclarés compétens, et ont droit à toute la propriété saisie, qui leur sera délivrée par jugement de la cour. Cette loi dit en outre que toute personne occupant un poste honorifique, lucratif ou confidentiel, convaincu de jouer ou de parier, ou d'aider à *jouer* et à *parier sera réputée coupable de mauvaise conduite*, et réputée incapable d'occuper à l'avenir aucune charge dans l'état.

DE L'ECLAIRAGE PAR LE GAZ.

Tout le monde convient que l'éclairage par le gaz est mille fois préférable à l'ancien système, qui ne produit pas une lumière assez vive pour qu'il soit permis de circuler la nuit sans danger; tout le *monde convient encore* que cet éclairage est plus économique que celui où l'huile est employée; c'est ce qui a été reconnu dans tous les pays où il est déjà en usage: comment se fait il que nous ne pourrions pas jouir ici de ce dernier avantage? Cela viendra donc ou de la mauvaise administration de l'établissement qui nous procure le gaz, ou de l'avidité de ceux qui le dirigent; car, on a prouvé que si les allumeurs étaient aux frais de la ville, ce mode d'éclairage lui coûterait plus cher que le mode actuel, ce qui ne peut pas être, *à moins qu'il n'existe quelques vices. Nous* espérons que la compagnie d'éclairage tuera ces petites difficultés et que, de son côté, la corporation se montrera assez généreuse pour ne pas exiger que cette compagnie se sacrifie pour elle. En admettant que ce nouveau mode coûte à la ville le même prix que l'ancien, et quelque chose de plus, elle devrait l'adopter de préférence, à cause des autres avantages qu'elle *en retirera pour sa sureté*. Car aujourd'hui que *nous sommes si mal éclairés*, qu'en résulte-t-il? que des vols se commettent fréquemment; qu'il faudrait pour garder la ville, au moins cinq cents hommes; tandis qu'avec la lumière du gaz il sera difficile aux voleurs de se livrer à leurs dépradations et qu'une garde de cent hommes pourra suffir pour la police tant de jour que de nuit. Ainsi, la ville trouverait sous ce seul rapport, une très-grande économie: si à cet avantage, nous ajoutons que l'on *sera* à l'abri de mille *dangers auxquels on est exposé durant la nuit*; il nous semble que ce sont là des motifs assez puissants pour désirer que que toute la ville jouisse le plus tôt possible de ce bienfait. Qu'on ne s'arrête donc point à quelques piastres de plus ou de moins pour procurer aux citoyens cet éclairage, qui loin d'augmenter les dépenses de la ville, ne peut que les diminuer. Maintenant que la Corporation fasse tous ses efforts pour *payer le moins possible*, et qu'elle prenne toutes ses précautions pour que *son contrat*, ne l'oblige pas à remplir des conditions qu'elle n'aurait pas prévue, rien de plus louable, *et il serait à désirer que l'on eut mis toujours cette rigoureuse réserve dans l'emploi des deniers publics*. Mais puisqu'il est nécessaire de prévoir jusqu'aux plus petites choses, si l'on veut se garantir de la chicanne qui embrouille les raisonnemens les plus clairs, nous ferons observer que la sûreté de la ville demande que le premier verre ne puisse ouvrir ou *fermer les conduits par* lesquels s'échappe le gaz; sans cette précaution, on sait combien il serait facile aux malfaiteurs de produire les ténèbres dont ils ont besoin pour leur industrie, que la lumière du gaz ne leur permettra plus d'exercer avec autant de succès. Telles sont les observations que nous avons cru nécessaire de faire sur cet objet important. Nous nous trouverons heureux si elles peuvent contribuer à nous donner la jouissance que cette éclatante lumière que l'astre des nuits aidé de nos lanternes nous distribue avec trop de parcimonie.

NOUVELLES RECENTES D'ANGLETERRE.

Le navire *Birmingham*, parti de Liverpool le 17 de janvier est arrivé hier à la passe Sud-Ouest. Il porte des dates jusqu'au jour de son départ. Hier à sept heures du soir, son sac n'était pas encore arrivé, et nous n'avons rien pu apprendre en fait de nouvelles politiques. Il paraît cependant qu'un prix courant du 16 a été reçu; il y est dit que le marché aux cotons était, pendant la semaine qui a précédé le départ de ce navire, dans un état languissant, et que les consommateurs ne faisaient que peu d'achats. Vers la fin de la même semaine il y avait eu de forts arrivages des Etats-Unis. Il paraît aussi que cette lettre annonce que les qualités *moyennes* et communes *des Etats-Unis* ont éprouvé une baisse de 1-8 d.

NOUVELLES TRES RECENTES D'ESPAGNE.

Nous avons reçu de notre correspondant de la Havane, une liasse du *Noticioso y Lucero*, jusqu'au 19 de février, contenant des nouvelles de Cadix du 6 janvier et de Madrid du 31 décembre. Nous en donnons ici un sommaire.

Il y a eu, le 12 décembre, une affaire assez importante à Carrascal, à la suite de laquelle les carlistes se sont retirés aux environs de Santa-Cruz de Campezu, avec le prétendant. Le commandant général des deux Riojas a transmis au ministre de la guerre une dépêche officielle du général Cordoba, par laquelle celui-ci annonce que le 15, les carlistes *ont été de nouveau battus dans leurs positions d'Arguijas et du Zuguige, qu'ils croyaient inattaquables*. Le général Cordoba a attaqué lui-même Arguijas, pendant que le brigadier Oraa se portait sur Zuguige, et l'ennemi a été obligé de fuir du côté de Saint Vincent d'Aranza. On ne connaissait pas encore la perte d'Oraa, qui a bivouaqué dans le camp des rebelles, mais celle de Cordoba *n'élève qu'à* 104 hommes. Les corps de ces deux généraux ont de nouveau opéré leur jonction pour se remettre à la poursuite de l'ennemi. Le 16, le prétendant a couché dans un village à une lieue de Salvatierra; et les dépêches du général Oraa, gouverneur *ad-interim* des provinces basques, annoncent que l'ennemi ne s'est arrêté dans sa fuite qu'aux environs de Contrasta.

Le général en chef de Pamède du nord paraît très satisfait de l'accueil que ses troupes ont reçu dans les campagnes et les villages qu'elles ont traversés en poursuivant les fuyards de Carrascal.

A Tudela, en Navarre, les troupes de la reine, escortant un convoi, furent attaquées par les carlistes qui, après un combat acharné, ont été mis en déroute, laissant 350 morts sur le champ de bataille. Le même jour, à huit lieues de distance, se livrait un combat plus sérieux. Les carlistes avaient réuni dans les champs de Nazar et d'Asarta 12 bataillons formant sept mille hommes. Le prétendant parcourut les rangs de ses troupes excitant leur enthousiasme par sa présence et ses paroles. Les troupes de la reine attaquèrent à la pointe du jour, et à 2 heures P. M. la victoire était décidée en leur faveur. Les carlistes, mis en déroute, laissèrent 1000 à 1200 morts sur le champ de bataille, et on leur fit mille prisonniers. Les troupes de la reine n'évaluent leurs pertes qu'à 300 hommes. Ce combat, qui eut lieu le 15 décembre, paraît, suivant les papiers que nous avons sous les yeux, avoir dispersé les forces carlistes.

DES ETATS-UNIS ET DE LA FRANCE.

On parle toujours de la guerre entre les Etats-Unis et la France, parcequ'on ne considère cette affaire que sous un seul aspect. L'honneur de la nation américaine, dit-on, est engagé, si les chambres françaises refusent de payer l'indemnité, et la guerre est inévitable. Nous concevons un pareil raisonnement de gouvernement à gouvernement, mais ce raisonnement ne peut pas avoir la même valeur de peuple à peuple. Dans le cas présent, ce sont deux gouvernements représentatifs, deux peuples alliés, qui sont en contestation: or, dans un gouvernement représentatif, le peuple a une voix prépondérante, et le peuple, s'il tient à l'honneur, tient aussi à ses intérêts. Les Français et les Américains sont deux nations essentiellement commerçantes et par conséquent intéressées à la conservation de la paix, et nous sommes persuadés que de part et d'autre, avant de se décider à prendre les armes, on calculera tous les désavantages de la guerre, et qu'après avoir bien réfléchi, *on pensera* qu'il est plus avantageux de vivre en bonne intelligence. On n'oubliera sans doute pas que si, par impossible, la guerre venait à éclater entre les Etats-Unis et la France, l'Angleterre ne manquerait pas de profiter habilement de la circonstance favorable qui lui serait offerte, de nuire à deux peuples dont elle est extrêmement jalouse, et qu'elle ferait jouer toutes ses machines infernales pour lancer ses brandons de discorde dans les deux pays; et certes les moyens ne lui manqueraient pas. Toutes ces raisons nous portent à croire que la guerre n'aura pas lieu, que de nouvelles négociations seront entamées entre les deux peuples, qui mettront fin à un état de choses qui ne peut durer.

DOUZIEME LEGISLATURE—1ER. SESSION.
SENAT.

Lundi, 2 *mars*.

M. Thomas présente une résolution tendant à établir que chaque branche de la Législature s'occupera d'abord des bills ou résolutions reçus de l'autre chambre avant de *prendre en consideration* ceux ou celles emanées de son sein.

Après dispensation des règles, la résolution est adoptée, son auteur assurant que cette mesure tendrait à accélérer la marche des affaires, point essentiel à cette époque de la session.

Sur motion de M. Bossier, l'acte rapportant une partie de l'acte de 1834 sur la milice, de manière à ce qu'à l'avenir il n'y ait plus différentes classes de milice distinguées par l'âge, est adopté.

On reçoit de l'autre chambre un acte concernant la navigation du Têche, un autre concernant la navigation du West Pearl et autres rivières dans le district de Ste. Hélène, un autre pour déterminer et fixer les limites des paroisses Livingston et Ste. Hélène, un autre pour incorporer la banque de la compagnie du gaz, et un autre concernant les marchands ambulans et colporteurs.

A la seconde lecture de l'acte pour étendre la jurdiction de la Cour de Paroisse dans la paroisse Jefferson, et pour établir une cour de ville à Lafayette, les sections sont lues et discutées *seriatum*—quelques unes sont attaquées par M. Hoa, d'autres amendées par M. Brownson, et le tout défendu avec talent par M. Derbigny. Le bill est remis à la 3me. lecture.

M. Moore propose de retirer le bill concernant la suppression des maisons de jeu, afin de pouvoir présenter un substitut.

M. Hoa pense qu'il vaut mieux attendre que le trésorier de la ville ait répondu aux *diverses* questions qui lui ont été proposées, concernant les moyens de combler le déficit qu'occasionnerait la suppression des licences accordées aux maisons de jeu.

M. Moore croit qu'il est indispensable que cet acte soit promptement passé, car des demandes pour obtenir des licences ont été faites au trésorier de la ville, même depuis que le senat a résolu de condamner ce système. Le trésorier ne peut pas refuser ces demandes, à moins qu'une loi ne soit passée. Il est facile de combler ce déficit dans les revenus. Le trésorier de la ville lui a dit qu'il était prêt en dix minutes à en indiquer les moyens efficaces. Il est *temps* que justice soit rendue à tout le monde, que la tache odieuse qu'imprime sur l'Etat la tolérance d'un pareil usage, soit effacée, enfin que cette loi disparaisse de nos codes: alors l'étoile radieuse de la Louisiane brillera de tout son lustre naturel au lieu de répandre cette influence maligne qui détruit l'avenir de la veuve et des orphelins du joueur. Alors *nous* aurons mérité les remercimens de la postérité soustraite par nous à la honte, à l'infâmie et à la misère.

M. Hoa, loin de s'y opposer, approuve la suppression des maisons de jeu; mais il croit qu'il est nécessaire de procéder avec prudence et caution. Les licences accordées aux maisons de jeu forment une source de revenus considérable, qui est appliqué à l'instruction publique. Il est aussi essentiel de continuer à encourager l'instruction publique, que d'abolir les maisons de jeu; il est donc indispensable de trouver et d'adopter des moyens pour combler ce déficit dans les revenus, autrement l'instruction publique en souffrirait; il ne demande que le temps nécessaire pour trouver une autre source de revenus.

Résolu que la loi à ce sujet soit à l'ordre spécial du jour pour la séance de *mercredi* prochain.

Sur motion de M. Thomas, le bill relatif à la responsabilité des associés *in commendum* est pris en considération. Ce bill rapporte l'article 2220 du code civil, et établit que les associés *in commendum* ne seront passibles des dettes contractées par la compagnie à laquelle ils auraient prêté leur nom, que jusqu'au montant de la somme effectivement avancée par eux à la société; et que tous les articles desdites sociétés *in commendum* seront non seulement enregistrés dans une cour de justice par acte notarié, mais encore qu'ils seront insérés dans un ou plusieurs des journaux publiés dans l'endroit où s'établit la société.

M. Hoa considère qu'un pareil bill peut amener des résultats plus étendus qu'on ne découvre au premier coup d'œil. Il croit indispensable que les associés *in commendum* soient inconnus au public, et qu'ils soient éloignés de toute participation dans les affaires de la compagnie; permettre l'usage du nom de pareils associés pour le bénéfice de la société, pourrait causer de très graves abus. Un homme connu pour être opulent et solvable pourrait prêter son nom à un établissement de commerce, et obtiendrait une confiance et un crédit illimités. Supposant qu'il fut connu que Barings ou tout autre capitaliste étranger, a investi des fonds dans une société, cette nouvelle n'inspirerait-elle pas une confiance aveugle dans toutes les transactions de cette société, et ne lui procurerait-elle pas un crédit et des moyens de spéculations beaucoup au-dessus de ses ressources actuelles et effectives? Et cependant, si cette commandité n'est que de $10,000, comment les créanciers pourront-ils se faire rembourser le surplus de crédit? il connaît une maison de cette ville dont le capital ne se monte qu'à $60,000 et qui cependant, grâce au nom d'un associé *in commendum* a obtenu un crédit de $400,000. Il est indispensable pour le bien public, qu'un établissement de commerce ne puisse faire usage du nom d'un associé *in commendum*, qui ni est associé prenait une part active aux affaires de la société, il pense qu'il devrait alors partager toute la responsabilité de la société, mais s'il ne partage pas cette responsabilité, alors son nom ne doit pas paraître, et il ne peut, légalement, prendre une part active aux affaires de la société.

Après quelques remarques de M. Thomas et de M. Brownson la discussion du bill est ajournée.

L'acte relatif à l'examen du bayou Vermillion est lu et adopté sur motion de M. Brownson.

Dans la chambre des représentans, on renvoie à une troisième lecture, un acte qui permet aux juges de paroisse de lancer des *writs of injunction*, quand les juges de district ne résident pas dans la district, et qui décide qu'il ne peut être lancé deux *injunctions* dans la même affaire.

Notre concitoyen John Howard Payne est sur le point de donner à la Nouvelle Orléans, une représentation à son bénéfice. Nos compatriotes d'origine française qui ne sont pas assez familiers avec la langue anglaise pour prendre un grand intérêt à des représentations dramatiques qui ne sont pas écrites dans leur langage, liront sans doute avec intérêt l'extrait suivant du Mercure de France d'avril 1835, époque du premier voyage de M. Payne à Paris.

" Nous possédons actuellement à Paris, le premier acteur des Etats-Unis, M. John Howard Payne, qui, après avoir eu des succès en Angleterre où la conformité de langage lui a permis d'exercer ses talens, est venu en France, afin de comparer les manières des différens pays et de recueillir des divers systèmes de déclamation, ce que chacun peut avoir de meilleur. Il a été accueilli ici par notre premier acteur Talma, qui ne perd aucune occasion d'honorer les arts, et particulièrement celui qu'il cultive d'une manière si distinguée. Les différens théâtres de Paris se sont empressés d'ouvrir l'entrée de leur salle à cet acteur, *le premier qui, né dans le nouveau monde*, ait vu sa réputation franchir le vaste océan.

" M. Howard Payne est surtout remarquable par un talent *singulièrement* précoce. Il n'a encore que vingt ans, et dès l'âge de seize ans, il débuta à New-York au bruit des applaudissemens. Il n'était pas destiné au théâtre; il suivait le cours de ses études où il se faisait remarquer par une facilité extraordinaire. J'ai vu des lettres écrites par lui à l'âge de quatorze ans où l'on trouve la pureté, la netteté, la fermeté de style d'un écrivain consommé. Dès son enfance il récitait des vers avec une intelligence et une expression qui paraissaient surprenantes, même dans un pays où l'on met à la tête des entreprises, des jeunes gens qui dans notre vieille Europe ne connaîtraient encore que les bancs de leur classe et les jeux d'écoliers. Cependant le nouveau Roscius n'aurait pas si tôt affronté les orages de la scène sans des malheurs qui *réduisirent* sa famille à de cruelles extrémités. Six représentations *suffirent* pour sauver la liberté de son père mêlé *dans* par des *créanciers impitoyables*; et depuis ce jour il a marché de *succès en succès*, à Boston, à Baltimore, à Philadelphie, à Washington.

" Au mois de juin 1813, il débuta sur le théâtre de Drury-Lane, à Londres, dans la tragédie de Douglas, et soutint avec honneur cette grande épreuve de paraître si jeune encore devant un auditoire européen, rendu difficile par l'habitude d'entendre, ou du moins de connaître par traduction Garrick, madame Siddons, Kemble, et d'autres grands acteurs. M. Payne parcourut ensuite les provinces d'Angleterre, mais ce fut surtout en Irlande qu'il excita les plus vifs transports. Ils furent tellement marqués à Dublin, qu'il fut obligé de remercier le public dans une harangue *improvisée* qui porta l'approbation jusqu'à l'enthousiasme.

" Nous devons regretter en France que la langue anglaise soit trop peu cultivée pour que le public puisse jouir d'un talent si prodigieux et précoce; mais nous devons nous glorifier qu'on vienne de si loin étudier notre littérature et nos arts."

Pendant son premier séjour à Paris, M. Payne, pour s'exercer dans la langue française, traduisit en anglais différentes pièces du répertoire français, et avec tant de succès, qu'aussitôt que ces traductions furent connues à Londres, on l'engagea à les adapter à la scène de Drury-Lane. Il le fit, et ces essais furent si bien reçus qu'il se détermina à entrer dans la lice des auteurs dramatiques. Depuis nombre d'années, il a grandement contribué à enrichir les théâtres de Londres de ses ouvrages dans les divers genres du drame, ouvrages qui ont été et qui continuent à *être reproduits sur tous les théâtres de sa patrie*. A son *retour à New-York, après* une absence de vingt ans, il fut accueilli par une *grande reprise* de *tension* à son bénéfice, donnée comme une espèce de *compensation pour ses travaux*, et les bénéfices qui en étaient *résultés* au théâtre de cette ville, sans qu'il en eut encore tiré lui-même aucun profit. En cette occasion les billets se vendirent $5, et la recette monta à $5000—M. Payne, appelé par le public annonça que depuis longtemps il était rés-lu à ne plus paraître sur la scène comme acteur. Dans toutes les villes où il a passé on lui a fait, pour les mêmes motifs, la même déclaration. Le tour de la Nouvelle Orléans est arrivé. M. Payne visite maintenant cette ville dans l'intention d'y recueillir des sujets pour un ouvrage périodique d'une nature particulièrement intéressante, qu'il doit publier à Londres.

En terminant cet article, nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs un morceau choisi de poésie française, jusqu'alors inédit. C'est un compliment adressé à M. Payne par le vénérable Ducis, qui venait de l'entendre, chez Talma, déclamer divers passages de l'Hamlet de Shakespeare, tragédie que Ducis a si heureusement reproduit sur la scène française, et dans la quelle Talma paraissait avec tant de noblesse.

A quatre vingt deux ans et plus
Quand l'ennui vient peser sur mon front poétique;
Quand le jour, pour mes yeux, n'est qu'un brouillard confus,
Que la goute et le tems à me gêner s'applique;
A quelques feuilles de laurier
Parce mes cheveux blancs, je les dois au poète
Dont la nature est l'âme, et Payne l'inte'prète;
Genie a part immense, original, altier,—
L'honneur de l'Angleterre et son géant tragique.
On m'a frappé: quel coup! c'est toi, Payne. En mon sein
De Shakspeare qui t'enflamme, en le touchant la main
J'ai senti tout-à-coup l'étincelle électrique.

Jean François Ducis.

ERRATA.

Dans notre article d'hier sur la *dernière séance du conseil*, il s'est glissé plusieurs erreurs qu'il est absolument indispensable de relever.

1er. alinea, 4me. ligne: "MM. Grailhe et *Bermudes*", lisez: Grailhe et *Mercier*.—14me. ligne: "Sans doute la *mairie &c.*", lisez: la *voirie*.

2me. alinea, 11me ligne: "*la charte* concédées par l'état", lisez: "*la section* 6 de la charte &c.

6me. alinea, 33me. et 34me. ligne: "celles du cout total de dépense annuelle de l'éclairage"; au lieu de ce jargon inintelligible, lisez: "celles du cout total des travaux, et de la dépense annuelle de l'éclairage".

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

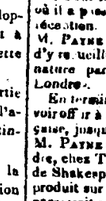
EXPEDIES.

Navire Deux Sœurs, Brondgone, Havre, [illegible] Mager.
Navire Plato, Atkins, Boston, Dimmock et Lafonta.
Brick Emelie, Garreão, Campêche, S Fernandez.
Brick Gon Sahta Anna, Vans avoren, Matamoras,
M S Cuculiu, Lapeyre & co.
Brick Cherokee, Rogers, Campêche, J A Barelli.
Goël North Branch, Champlin, Mobile, D Marston.
Goël Augustine, Kemp, Matamoras, D Goldsmith.
Goël Mechanic, Bartali, Philadelphie, G Bedford.

ARRIVES.

Bateau de remorque Whale, Thomas, des passes, ayant mis en mer le navire Mary Bullard, les bricks Herschel, Criterion et Uncas, a amené dans le port le navire Persia, les bricks Nile et Patriot, et la goël Elizabeth.
Navire Persia, Haje, de Newburyport.
Brick Nile, Brookings, de St Thomas.
Brick Patriot, Johnson, de Boston.
Goël Elizabeth, Jucques, de Grand Caillou.
Goël Peru, Johnson, de la Mobile.
Bateau Jackson, de la côte, avec du sucre.
Bateau a vapeur Baltic, Baldwin, de Louisville, avec un chargement assorti.
Bateau a vapeur Hawk Eye, Pritcher, de Nasonville.
Bateau a vapeur Privateer, Irwin, de Big Black River.
Bateau a vapeur Michigan, Hart, de Mayesville,
Bateau a vapeur St Landry.... des Opelousas,
Bateau a vapeur Louisiana, Birch, de Cincinnati.

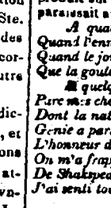
BATAILLON D'ARTILLERIE.



Le bataillon prendra les armes Dimanche prochain, 8 du courant, à huit heures précises du matin, pour un exercice à feu au fusil. Tenue d'hiver.

Par ordre du major,
AD. SCHREIBER,
4 mars adjut maj

GARDES D'ORLEANS—Attention!!



—Les deux compagnies s'assembleront dimanche prochain, 8 du courant à 8 heures précises du matin, au lieu ordinaire du rendez-vous. Exercice à feu—habit bleu, pantalon bleu.

L'appel se fera à 9 heures précises.

Par ordre du capitaine,
G. CRUZAT,
3 mars—5 sergt. major.

CHASSEURS D'ORLEANS.

L'ESCADRON défilera la parade Dimanche prochain 8 courant, à 8 heures a. m., en tenue d'hiver. Rendez vous à l'endroit d'usage.

Par ordre du commandant.
JAMES P. BRYAN, adj. maj.
4 mars

COUR DES PREUVES—Paroisse d'Orléans—Succession de P. F. Dubourg.—Avis est par le *présent donné* aux créanciers de la susdite succession et *à toutes autres* personnes que cela peut concerner, d'*avoir à déduire* sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par l'exécuteur testamentaire de la dite succession ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains, départis conformément au dit compte et le dit exécuteur testamentaire déchargé de ses fonction de toute responsabilité. Par ordre de la Cour.
4 mars [illegible] W F C DUPLESSIS, Rég.

TOILES A DRAPS.—100 balles de la susdite toile, de la manufacture Jaskson, reçues par le navire Hercelide et à vendre par W G HEWES & co.
4 mars no. 47, rue du Canal.

Succession de feu Wilkin Struve.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—vente par le *régistre des testamens*.—Samedi 14 mars 1835, à 4 heures p. m., l'exposerai en vente à mon bureau encoignure des rues Ste. Anne et Condé, les meubles meubians appartenant à la succession de feu Wilkin Struve. Conditions de la vente comptant.

Par ordre de la cour.
4 mars W F C DUPLESSIS, rég. des testa.

Madame Orléans contra Jacob W. Outlaw, son mari.

EN vertu d'un ordre de la cour de paroisse à moi adressé, il sera vendu à la nouvelle Bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, dans cette ville, Samedi 4 avril prochain, à 1 heure p. m.

La propriété suivante, appartenant jusqu'à présent à la communauté ci-devant existante entre les deux conjoints, savoir:

Un lot de terre, sis faubourg Ste. Marie, ayant 30 pieds de face sur la rue Philippe, entre les rues Perdido et Gravier, sur 103 pieds 3 pouces de profondeur d'un côté et 99 pieds de profondeur de l'autre côté, et 25 pieds 9 pouces sur l'arrière, ensemble les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Aussi les esclaves suivans, savoir:

Fanny, *mulâtresse*, âgée de 12 ans; Rachelle, négresse âgée de 21 ans.

Et Lundi 16 mars courant, il sera vendu au bureau du shérif, no 1, rue Condé, à 4 heures p. m., une quantité de meubles &c, &c. Conditions comptant.

4 mars FRED BUISSON, *shérif*.

COUR DE DISTRICT—Anthony et Soniat vs. J. Penas, Jean Pierre Dufosse et José M. Bustamente—*En vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé, il sera vendu à la Nouvelle Bourse, encoignure* des rues de Chartres et St. Louis dans cette ville, lundi 6 avril suivant, à 1 heure de l'après midi.

La négresse Jane, âgée d'environ 21 ans et son enfant Charlotte, âgée d'environ 1 an, saisis dans l'affaire ci-dessus. Conditions—comptant.

4 mars F. BUISSON, shérif.

CONFORMEMENT aux règlemens de la compagnie de construction de la Nouvelle Orléans, l'assemblée annuelle des actionnaires a été tenue au bureau de la compagnie, lundi dernier, à 6 heures de l'après midi. Les créanciers de la compagnie ayant été aussi invités à y assister, il a été reconnu par les personnes présentes, que l'assemblée n'était pas suffisamment nombreuse pour *représenter* complètement les intérêts de l'un et l'autre parti, et sur motion il fut résolu d'ajourner à mercredi, 4 courant, à 5 heures de l'après midi, et de donner avis de cette résolution aux actionnaires et créanciers par la voie des papiers publics; on espère qu'on ne négligera pas de s'y rendre

Le bureau est situé dans les bâtisses de M. Vanes, *rue de la Nouvelle Bourse*. 4 mars—1

A louer à Bail,

UN habitation à Gentilly, à six milles de la ville, ayant 12 arpents de face de chaque côté du chemin, avec une bonne maison, magazin, cabanes à nègres; pour les conditions, s'adresser à M. Aimé Pigneguy, rue Royale, no. 325, ou au soussigné

4 mars—10 THO URQUHART.

Marchandises sèches.

GINGHAMS français d'un nouveau genre, *mousselines* peintes, coutil, soie noir, fil de toutes couleurs et quantité d'autres marchandises convenables à la saison en débarquement du navire Shakspeare et à vendre par

ANDREWS & FRERES.
4 mars no. 10, rue Chartres.

VIN—50 quarts de barriques vin de Malaga, en débarquement du brick Flora, à vendre par

WHITE & Co.
3 mars no. 20, rue la Douane.

A VENDRE—200 006 cigarres de la fabrique de toutes qualités et de toutes grandeurs, dernièrement reçues par [4 mars] GARCIA BUYO & co.

VIN de Bordeaux en barriques, à *vendre* par
[4 mars] J. MAGER, rue St. Louis, *no* 23.

213 BOUCAUTS de sucre d'une qualité supérieure, à vendre. S'adresser à
4 mars P J TRICOU, rue St. Louis.

SOIES à coudre françaises, à vendre par
J. MAGER,
4 mars rue St. Louis, no 23.

LEGION DE LA LOUISIANE.

Nouvelle Orléans le 2 mars 1835.

LES officiers des compagnies de la légion sont invités à se reunir à la maison de ville, lundi 9 du courant à 6 heures du soir, à l'effet de statuer sur le contingent d'argent de chaque compagnie, conformément à l'acte du 8 mars 1834.

Par ordre du brigadier général,
J. B. PLAUCHE, comdt. la légion,
3 mars D. AUGUSTIN, aide-de-camp.

Acte pour pourvoir à l'organisation et à la discipline de la milice de l'Etat de la Louisiane—approuvé le 8 mars 1834.

Sect. 100. Il est de plus décrété, etc. Que l'appropriation annuelle faite à l'usage de la Legion sera continuée et sera distribuée parmi les compagnies selon le terme moyen des soldats effectivement présens à chaque revue régulière de la légion, pendant l'année antérieure, et sera payée dans le mois de janvier de chaque année.

AVIS.

CONFORMEMENT à la 1ère section de l'acte du 22 mars 1831, intitulé "Acte relatif aux Assesseurs de la paroisse d'Orléans" avis est donné aux habitans de cette ville et paroisse d'Orléans, que les dix huit personnes dont les noms suivent, ont été nommées pour remplir au terme de la loi, les fonctions d'assesseurs de la taxe d'Etat dans leurs districts respectifs, savoir:

Pour le 1er. District commençant à la Levée, suivant la rue d'Orléans et le canal Girod en descendant jusqu'à la limite de la ville par derrière, suivant cette limite jusqu'à la Levée.

1er. district. { *MM. François Lafargue, M. Bock, J. Thibaud*

Pour le 2e. District commençant à la Levée, en vant la rue d'Orléans et le canal Girod en descendant jusqu'à la limite de l'habitation Griffon; suivant cette limite à l'Est jusqu'au chemin du Bayou, remontant le chemin du Bayou jusqu'à la rue Plauché, suivant la rue Plauché jusqu'au prolongement de la rue de l'Esplanade et remontant de l'Esplanade au fleuve.

2e. district. { *MM. P. A. Rousseau, J. Gras, J. Jonau,*

Pour le 3e. District comprenant le faubourg Marigny depuis la rue de l'Esplanade jusqu'à sa limite inférieure, et du fleuve jusqu'à la limite entre le dit faubourg et les établissemens de Gentilly.

3e. district. { *MM. Germain Picsy, Paulin Leblanc, Adrien Nautré,*

Pour le 4e. District, comprenant le Chemin du Bayou St. Jean, à partir de l'habitation Griffon et de la rue Plauché, le Bayou St. Jean, bas du Bayou, Gentilly, Chef Menteur, la rive gauche du fleuve à partir de la limite inférieure du faubourg Marigny au canal des Pêcheurs, et la rive droite depuis le canal Bernoudy jusqu'à la limite inférieure de l'habitation Dessales.

4e. district. { *MM. Ball. Plauché, Louis Bernoudy, Josh Hérard.*

Pour le 5e. District, comprenant le faubourg Ste. Marie, depuis la rue du Canal jusqu'à la rue Delor et le canal Tivoli, à partir du fleuve jusqu'aux limites de la paroisse dans la profondeur.

5e. district. { *MM. P. Héno, J. R. Saillard, François Miller.*

Et pour le 6e. district comprenant tous les faubourgs supérieurs à la partir de la rue Delor jusqu'au faubourg des Religieuses et du fleuve jusqu'aux limites de la paroisse dans la profondeur.

6e. district. { *MM. Kibours, J. D Rosendal, P Mouchon.*

CHARLES MAURIAN,
3 mars—3 Juge de Paroisse.

Victor Vanner vs. Felicite Fouchet, *l. c. l.*

DANS LA COUR DE PAROISSE—En vertu d'un ordre de saisie et de vente à moi adressé, il sera vendu à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, samedi, le 4 avril prochain, à 1 heure de l'après midi, l'esclave nommé Octave, saisi dans l'affaire ci-dessus. Conditions, comptant.

3 mars F. BUISSON, shérif.

AVIS est donné à tous ceux qui ont des réclamations contre la succession de M. Valsain Fortier, d'avoir à faire connaître le montant de leur compte à M. C. E. Forstall; et ceux qui doivent à cette succession, ainsi qu'à la société Fortier & Forstall sont priés de régler avec C. Forstall, afin d'éviter des poursuites contre eux.

3 mars—3 N. BOUDOUSQUIE; administrateur.

W. Sivejoy contre lves & Wilkinson.

EN vertu d'un ordre de fieri facias, à *moi* adressé par Phon. C. W. Shaunburgh, juge conseiller de la cour de cité, l'exposerai en vente publique, le lundi 16 *mars* 1835, à 5 heures de l'après-midi, à la fonderie de Odborn, rue de la Nile. Levée entre la rue St. Joseph et le Nouveau Marché, 2 cylindres de bateau à vapeur, saisi pour satisfaire au jugement rendu dans cette affaire. Conditions—comptant.

3 mars B. BEAUREGARD, marshal.

Dissolution de Société.

LA société sous la raison J. CHASTANT & Co. est de consentement mutuel dissoute aujourd'hui. Les personnes qui lui doivent sont priées de vouloir bien se libérer dans le plus bref délai; celles à qui elle peut devoir voudront bien présenter immédiatement leurs comptes.

J. CHASTANT.
JOS. BARTHET.
2 mars—3

Théâtre d'Orléans.

Jeudi, 5 mars 1835.

LE BARBIER DE SEVILLE,

Opéra en 4 actes, de Beaumarchais—musique de Rossini.

Suivi de

LES DEUX DIVORCES,

Comédie vaudeville en 1 acte de MM. Théodore et H Cognard.

MONSIEUR SUTTON, le ventriloque, a l'honneur d'informer les messieurs et dames de la Nouvelle Orléans qu'il commencera ses séances ce soir, à l'arcade de Banks, et continuera jusqu'à nouvel avis. La salle s'ouvrira à 7 heures moins un quart, et les exercices commenceront à 7 heures et demie précises. Prix d'entrée $1—les enfans moitié prix.

Les familles peuvent se procurer des loges particulières en s